

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots

Marché de services

Maintenance multi technique des sites métropolitains Ifremer

N° 261000088

PROCEDURE :

Appel d'offres ouvert conformément aux articles R.2124-1 et R.2124-2 du Code de la commande publique

POUVOIR ADJUDICATEUR :

IFREMER

**Zone industrielle de la Pointe du Diable
1625 route de Sainte Anne
29280 Plouzané**

CCAG APPLICABLE : FCS (cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services - Arrêté du 30 mars 2021)

Table des matières

1. Objet du marché – Dispositions générales	5
1.1. Objet du marché	5
1.2. Décomposition du marché	5
1.3. Cotraitance	5
1.4. Sous-traitance	5
1.5. Ordres de service	6
2. PIECES CONTRACTUELLES	6
3. CONNAISSANCE DES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
4. DUREE DU MARCHE	7
5. EXECUTION DES PRESTATIONS	7
5.1. Bons de commande	7
5.2. Passation des bons de commande - Généralités	7
5.3. Contenu des bons de commande	7
5.4. Passation des bons de commande	8
6. SUIVI DU MARCHE	8
6.1. Représentant du titulaire	8
6.2. Représentant de l'Ifremer	8
6.3. Remise des livrables	8
6.4. Reporting	8
7. PRIX DU MARCHE	8
7.1. Type de prix	8
7.2. Contenu des prix	8
7.3. Date d'établissement des prix	9
7.4. Variation dans les prix	9
7.4.1. Formule de révision	9
7.4.2. Modalités de mise en œuvre de la révision	9
7.4.3. Clause butoir	10
8. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS	10
8.1. Avance	10
8.2. Acomptes	10
8.3. Délai global de paiement	11

8.4. Présentation des bons de commande	11
8.5. Présentation des demandes de paiement	11
8.6. Paiement du solde du marché	12
9. DELAI ET LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
10. PENALITES	13
11. VÉRIFICATIONS ET DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATION	14
11.1. Opérations de vérification quantitative et qualitative des prestations forfaitaires	14
11.2. Opérations de vérification quantitative et qualitative des prestations sur bons de commande	15
11.3. Décision après vérification	15
12. GARANTIE	15
13. PREVENTION DES RISQUES DE CONFLITS D'INTERETS ET DE CORRUPTION	15
14. CLAUSE D'ABSENCE D'AUTO-CONTROLE	16
15. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	16
16. CONDITION D'EXECUTION SOCIALE – CLAUSE D'ACTION SOCIALE D'INSERTION	16
16.1. Modalités de mise en œuvre	17
16.1.1. Pour le lot n°8	17
16.1.2. Pour le lot n°2	19
16.2. Publics éligibles	20
16.2.1. Pour le lot n°8	20
16.2.2. Pour le lot n°2	21
16.3. Modalités de mise en œuvre et dispositif d'accompagnement des entreprises	21
16.3.1. Pour le lot n°8	21
16.3.2. Pour le lot n°2	22
16.4. Contrôle de la mise en œuvre de la clause d'action sociale d'insertion	22
16.4.1. Pour le lot n°8	22
16.4.2. Pour le lot n°2	23
17. CONFIDENTIALITE	23
18. MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHE	23
18.1. Modification par avenant limitée à 10% du montant du marché initial	23
18.2. Modification par avenant limitée à 50% du montant du marché initial	23
18.3. Le marché complémentaire	23
18.4. L'avenant de transfert	24
19. CLAUSE DE REEXAMEN – MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE	24

19.1. Modification du plafond de la clause butoir	24
19.2. Clause de revoyure	24
20. RISQUE SANITAIRE EN CAS DE PANDEMIE	25
21. RESILIATION	25
22. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	26
23. REGLEMENT DES DIFFERENDS	26
24. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS.....	26
25. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	27

1. Objet du marché – Dispositions générales

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation des prestations de maintenance multi technique des sites métropolitains de l’Ifremer.

Le détail des prestations et de l’environnement technique est défini au cahier des clauses techniques particulières.

1.2. Décomposition du marché

Le présent accord-cadre est alloté comme suit :

Lot 1	Manche Mer du Nord
Lot 2	La Seyne-sur-Mer
Lot 3	Palavas-les-Flots
Lot 4	Sète
Lot 5	La Tremblade
Lot 6	Arcachon
Lot 7	Nantes-Bouin
Lot 8	Bretagne

1.3. Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l’un ou l’autre des groupements définis à l’article R2142-20 du Code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

Quel que soit la forme du groupement, l’un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l’acte d’engagement comme mandataire. Il représente l’ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

1.4. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-2 et R2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C.

L’entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Représentant du pouvoir adjudicateur.

L’acceptation de l’agrément d’un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché.

En cas de sous-traitance occulte le titulaire s’expose à la résiliation du marché à ses frais et risques.

1.5. Ordres de service

Les ordres de service sont notifiés au titulaire par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.
Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire veut émettre des observations à l'ordre de service qui lui a été notifié, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service sous peine de forclusion.

2. PIÈCES CONTRACTUELLES

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots et ses éventuelles annexes ainsi que le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de chaque lot ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fourniture courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG/FCS)
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- le mémoire technique du titulaire ;

Le CCAG/FCS est une pièce générale qui, bien que non jointe, est une pièce constitutive du marché, et est réputée connue du titulaire du marché. Elle est disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/>

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/FCS, la notification du marché comprend la seule copie de l'acte d'engagement. L'exemplaire de chacune des pièces du marché, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul foi.

Le titulaire du marché est réputé connaître l'ensemble des pièces contractuelles ci-dessus énumérées et accepte l'ensemble de leurs clauses et conditions, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles de ventes.

3. CONNAISSANCE DES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire du marché est réputé, avant la signature du marché, avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités ;

Le titulaire du marché reconnaît avoir pris connaissance de la totalité des pièces constitutives du marché et ne rien ignorer de l'ensemble des prestations à réaliser. Toute erreur, omission, imprécision ou contradiction dans les pièces du marché doit être signalée avant la remise de l'offre et en tout état de cause au plus tard avant la signature du marché. De même, le titulaire du marché reconnaît s'être assuré de l'exactitude, de la fiabilité et de l'adéquation aux circonstances des méthodes ou procédés d'exécution prévus au CCTP avant le dépôt de son offre.

En cours d'exécution, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission figurant dans les pièces du marché pour refuser l'exécution des prestations ou pour remettre en cause les conditions de délai ou de prix.

Le titulaire doit, dans l'exécution des prestations, respecter toute réglementation applicable à ces prestations, alors même que cette réglementation n'est pas visée dans les pièces contractuelles.

4. DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu pour une durée d'un (1) an à compter du 1^{er} avril 2027. Le marché est ensuite reconduit tacitement à chaque date anniversaire du contrat. Le nombre des reconductions est limité à 3 avec une durée d'un an par période reconduite. En conséquence, la durée de validité maximale du marché est fixée à 4 ans à compter de la date de notification du marché.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut par décision expresse décider de ne pas reconduire le marché. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur ou son représentant notifie au plus tard 2 mois avant la fin de validité du marché, la décision de non reconduction au titulaire du marché.

5. EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1. Bons de commande

Le présent accord-cadre est à bons de commande conformément aux articles L.2125-1 et R.2162-3 du Code de la commande publique et dans le cadre défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

5.2. Passation des bons de commande - Généralités

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG/FCS, si le démarrage du premier bon de commande intervient dans un délai de plus de 6 mois à compter de la notification du marché, le titulaire doit exécuter le bon de commande et les dispositions relatives à la résiliation prévues à cet article ne s'applique pas.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché tant que le délai d'exécution du bon de commande n'excède pas de plus de 3 mois la date de fin de validité du marché.

5.3. Contenu des bons de commande

Les prestations sur bons de commande sont définies au Bordereau des prix unitaires de chaque lot.

5.4. Passation des bons de commande

L'Ifremer notifie les bons de commande au fur et à mesure des besoins. L'Ifremer veillera cependant à regrouper au maximum ses prestations dans le minimum de bons de commande.

6. SUIVI DU MARCHÉ

6.1. Représentant du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché. Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur unique.

Plus généralement le titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

6.2. Représentant de l'Ifremer

Dès la notification du marché, l'Ifremer désigne le ou les correspondants du marché pour la phase exécution.

6.3. Remise des livrables

Le titulaire s'engage à remettre les livrables aux échéances prévues dans le CCTP commun à tous les lots et dans le CCTP propre à chaque lot.

6.4. Reporting

Un reporting devra être transmis à l'Ifremer afin de permettre le suivi des prestations dans les conditions prévues à l'article 6.11 du CCTP commun à tous les lots.

7. PRIX DU MARCHÉ

7.1. Type de prix

Les prix du marché définis dans les BPU de chaque lot sont unitaires et forfaitaires.

7.2. Contenu des prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG, les prix du marché sont notamment réputés comprendre tous les frais liés à l'exécution du marché et aux exigences du CCAP et du CCTP, notamment les charges fiscales et parafiscales, assurances, déplacements, location éventuelle de matériel, main

d'œuvre, frais d'envoi, frais de déplacement, frais d'hébergement, frais annexe, frais liés à la remise des livrables, sollicitation d'experts complémentaires.

Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

7.3. Date d'établissement des prix

La date d'établissement des prix est le mois de remise des offres.

7.4. Variation dans les prix

7.4.1. Formule de révision

Le prix des prestations à bons de commandes sont fermes la première année d'exécution du marché puis révisables annuellement à chaque date anniversaire du marché, à la diligence du titulaire, selon la formule suivante :

$$P = P_0 (0.30 (FSD3x/FSD3o) + 0.70 (ICHTrev-TS Mx/ICHTrev-TS Mo))$$

Dans laquelle :

P est la valeur mise à jour du prix Po

Po est le prix d'origine à mettre à jour

FSD3 est la valeur de l'indice des frais et services divers

ICHTrev-TS M est la valeur de l'indice des activités spécialisées, scientifiques, techniques (Insee 1565195)

La valeur finale des indices repérée « x » est la dernière valeur de l'indice connue au moment de la révision des prix.

La valeur initiale des indices repérés « o » est celle du mois de la notification.

7.4.2. Modalités de mise en œuvre de la révision

Le titulaire adresse par courriel (cellule.marche@ifremer.fr) **au minimum 21 jours avant la date de la révision de prix (soit la date anniversaire du marché)**, le détail des prix révisés. Le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de la révision ainsi que les nouveaux tarifs en résultant. L'Ifremer dispose d'un délai de 21 jours à compter de la réception des nouveaux prix pour faire connaître ses observations sur ceux-ci. Les nouveaux prix entrent en vigueur après notification, par ordre de service, du Bordereau de prix unitaire révisé (BPU) au titulaire.

Pour la révision, seront appliqués les derniers indices connus et publiés à la date révision, soit la date anniversaire du marché. Si à la date de la révision, le dernier indice est provisoire, la révision est calculée de manière définitive sur la base de cette valeur provisoire.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les prix révisés sont arrondis à deux décimales en application de la règle suivante : si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4, la deuxième décimale est inchangée, si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9, la deuxième décimale est augmentée d'une unité.

Les nouveaux prix s'appliquent aux prestations commandées postérieurement à la notification par ordre de service des prix révisés.

En cas de suppression d'un indice et à défaut de détermination par l'Insee d'un indice de substitution, le pouvoir adjudicateur, avec l'accord du titulaire, déterminera un nouvel indice. La modification est conclue par avenant.

7.4.3. Clause butoir

La révision annuelle ne pourra pas avoir pour effet une augmentation **supérieure de plus de 3% du prix en vigueur de chaque poste**. Le présent plafond s'apprécie par année de révision et pour chaque poste indiqué au Bordereau de prix unitaire (BPU).

8. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS

8.1. Avance

Le présent marché prévoit le versement d'une avance dans les conditions fixées aux articles R2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Pour tous les lots, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant de chaque bon de commande supérieur à 50 000 € HT.

Cette avance est calculée sur la base du montant de chaque bon de commande diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à ces sous-traitants et donnant lieux à paiement direct.

Si le titulaire en a fait la demande dans l'acte d'engagement, l'avance est versée de droit dans les 30 jours suivants la date de notification de bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Il doit en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

8.2. Acomptes

Le présent marché prévoit le versement d'acomptes trimestriels. Ces acomptes sont établis pour les prestations du poste 1 de chaque lot.

Les acomptes sont les suivants :

N° acompte	Libellé	Acomptes	
		Montant de l'acompte	Livrables associés
1	Maintenance préventive et corrective des installations techniques	25% du montant du forfait	Procès-verbal de réalisation de la maintenance
2	Maintenance préventive et corrective des installations techniques	25% du montant du forfait	Procès-verbal de réalisation de la maintenance

3	Maintenance préventive et corrective des installations techniques	25% du montant du forfait	Procès-verbal de réalisation de la maintenance
4	Maintenance préventive et corrective des installations techniques	25% du montant du forfait	Procès-verbal de réalisation de la maintenance

Pour les prestations hors forfait, le titulaire de chaque lot ne pourra pas prétendre au paiement d'acomptes.

8.3. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement au numéro de compte du titulaire. Si le délai de règlement par l'Ifremer d'une facture du titulaire devenue exigible est supérieur à 30 jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4. Présentation des bons de commande

Chaque bon de commande indiquera :

- La raison sociale du titulaire ;
- Le numéro et l'objet du marché ;
- Le numéro SAP ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- Le lieu de livraison ;
- l'objet de la prestation ;
- le délai d'exécution du bon de commande, soit la date limite de la prestation ;
- la nature, les quantités et les prix unitaires du BPU;

8.5. Présentation des demandes de paiement

Le règlement du titulaire interviendra sur la base des prestations effectivement réalisées. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l'article 10 du présent document.

Les factures afférentes au paiement des acomptes, d'un règlement partiel définitif ou du solde sont obligatoirement établies sur la base des prix initiaux du marché. Les prix initiaux sont les prix en vigueur à la notification du marché, hors révision des prix.

Les factures afférentes au paiement des acomptes, d'un règlement partiel définitif ou du solde seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

DENOMINATION
Libellé au nom de l'IFREMER
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET
N° TVA intracommunautaire

N°IBAN
N° Facture
N° Commande (SAP)
Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)
Référence du projet

Les factures doivent être déposées de façon dématérialisée à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

ou

acp.visa.depenses@ifremer.fr (cette adresse est à utiliser pour les fournisseurs étrangers)

NOM : INST FR RECHERCHE POUR LEXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE_DOM

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné est suspendu.

8.6. Paiement du solde du marché

Le solde du marché sera effectué sous réserve :

- de la mise à jour et de la restitution de la copie des dossiers d'exploitation et de maintenance,
- de l'achèvement des prestations et des interventions correctives et préventives sur les installations,
- d'un état de propreté satisfaisant des locaux techniques,
- de la fourniture du bilan annuel, du plan de propositions et d'un inventaire à jour et complet des installations,
- les différents historiques de toutes les interventions réalisées au titre du marché,
- des prestations de remise à niveau éventuelle,
- d'un état normal de vétusté des installations,
- de la présentation du dernier bilan annuel,
- de la remise de l'audit de sortie, tel que décrit à l'article 6.11.7 du CCTP commun à tous les lots.

9. DELAI ET LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les délais à respecter pour réaliser des prestations sont les délais indiqués dans les CCTP, celui commun à tous les lots et celui spécifique à chaque lot.

La phase de préparation s'écoulant entre la date de notification du contrat et la date de démarrage des prestations, soit le 1^{er} avril 2027, est incluse dans l'offre de prix et l'offre technique du titulaire.

Les précisions sur l'exécution des prestations sont à retrouver dans le CCTP commun et dans le CCTP propre à chaque lot. Les adresses des centres concernés pour chaque lot sont indiquées en annexe des CCTP de chaque lot.

10. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, le titulaire de chaque lot pourra se voir appliquer les pénalités suivantes :

Type de pénalité	Montant de la pénalité	Point de départ du délai	Action marquant la fin du délai
Nombre d'interventions préventives (y compris levées de réserves réglementaires) en retard	50€ par intervention et par jour	Date indiquée dans les plannings et plans de maintenance	Intervention terminée dans la GMAO
Nombre de DI en retard sur un équipement critique	50€ par heure de retard par équipement	Fin du délai d'intervention théorique (heure du constat + délai indiqué au CCTP)	Intervention terminée dans la GMAO
Nombre de DI en retard sur des équipements non critiques	100€ par jour de retard	Fin du délai d'intervention théorique (heure du constat + délai indiqué au CCTP)	Intervention terminée dans la GMAO
Nombre d'informations (majeures : intervention réalisée/pas réalisée, équipement manquant, temps passé...) erronées ou pas à jour dans la GMAO (par sondage sur la base de relevés sur le terrain)	50€ par donnée manquante ou erronée		
Retard dans la remise de documents (compte-rendu d'astreinte, de réunion, devis, audit de prise en charge...)	50€ par document et par jour	Date indiquée dans le CCTP	Remise du document
Nombre d'heures d'absence non remplacées des techniciens	90€ par heure au contrat non réalisée sur la période de facturation	Estimation sur la base du temps de présence sur site : horodatage par badge et/ou signature d'une feuille de présence	
Retard aux réunions de pilotage	50€ par heure de retard	Heure convenue dans le compte-rendu précédent	Heure effective d'arrivée
Absence non excusée aux réunions de pilotage	100€ par absence		

Défaut d'alerte de surconsommation	Montant de la surconsommation par rapport à un fonctionnement habituel (moyenne des factures des 3 années précédentes)		
Nombre de défaut de management des sous-traitants (planification, pilotage, accès au site, CR d'intervention...)	200€ par occurrence		
Actions closes hors délais suite aux réunions périodiques	50€ par action et par jour	Date convenue dans le compte-rendu précédent	Date effective de remise du document
Constat de faute vis-à-vis d'une exigence liée à la sûreté, la sécurité ou l'environnement ; marché résiliable au 4ème constat	500€ par occurrence		
Non réalisation de l'action sociale d'insertion	2 500 € par action		

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché.

11. VÉRIFICATIONS ET DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATION

11.1. Opérations de vérification quantitative et qualitative des prestations forfaitaires

Par dérogation à l'article 29 du CCAG/FCS, l'Ifremer effectue les opérations de vérification quantitative et qualitative permettant de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

L'Ifremer dispose d'un délai de trois (3) mois pour procéder aux vérifications.

Le tableau de contrôle en annexe du présent document, sera utilisé afin de contrôler la performance du titulaire et notamment la qualité de la prestation de maintenance.

Ce contrôle de performance permet un suivi mensuel sur tous les sites identifiés dans le marché. Chaque site dispose de sa propre grille de contrôle.

Ce tableau de contrôle pourra faire l'objet d'une mise au point avant la notification du marché.

11.2. Opérations de vérification quantitative et qualitative des prestations sur bons de commande

Par dérogation à l'article 29 du CCAG/FCS, l'Ifremer effectue les opérations de vérification quantitative et qualitative permettant de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

L'Ifremer dispose d'un délai d'une (1) semaine à compter de la fin d'exécution des prestations pour procéder aux vérifications.

11.3. Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prononce dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG/FCS :

- Soit une décision d'admission des prestations,
- Soit une décision d'ajournement des prestations ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision d'admission avec réfaction ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision de rejet partiel ou total des prestations ; cette décision doit être motivée,

12. GARANTIE

Le délai de garantie des réparations forfaitaires ou sur bons de commandes est de 12 mois à compter de la signature du procès-verbal de réception des travaux par le titulaire et le représentant de l'Ifremer.

13. PREVENTION DES RISQUES DE CONFLITS D'INTERETS ET DE CORRUPTION

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute

personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

14. CLAUSE D'ABSENCE D'AUTO-CONTROLE

Le titulaire de chaque lot exécute les prestations relatives à son lot dans des conditions garantissant l'absence de toute situation d'auto-contrôle.

À ce titre, le titulaire du lot ne peut, directement ou indirectement, pour son propre compte ou par l'intermédiaire d'une société liée intervenant pour son compte sur l'un des sites de l'Ifremer, assurer une mission ayant pour objet de contrôler, valider, certifier, noter, auditer ou apprécier l'exécution des prestations relevant du présent marché, sauf accord exprès et préalable de l'Ifremer justifié par la mise en place de garanties suffisantes d'indépendance.

Le titulaire du lot informe sans délai l'Ifremer de toute situation existante ou à venir de nature à affecter l'indépendance du contrôle de l'exécution du marché.

L'Ifremer peut exiger toute mesure corrective utile, notamment la réorganisation des intervenants, la désignation d'interlocuteurs distincts, la mise à l'écart de certaines personnes des opérations de contrôle ou toute autre mesure propre à garantir l'impartialité du suivi contractuel.

En cas de manquement à cette obligation, l'Ifremer peut mettre en demeure le titulaire de régulariser la situation dans le délai qu'il aura fixé.

15. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire de chaque lot s'engage à mettre en œuvre des pratiques respectueuses de l'environnement, conformément aux objectifs de développement durable poursuivis par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire devra faire en sorte de privilégier l'utilisation de matériel basse consommation et appliquera les bonnes pratiques en matière d'économie d'énergie.

Le titulaire devra informer et sensibiliser son personnel intervenant sur site aux bonnes pratiques environnementales (tri des déchets, prévention des pollutions accidentelles, économies d'énergie).

Les réunions périodiques nécessaires pourront se faire par visioconférence lorsque la situation le permettra.

16. CONDITION D'EXECUTION SOCIALE – CLAUSE D'ACTION SOCIALE D'INSERTION

Engagée depuis de nombreuses années en faveur de l'achat public durable, la collectivité a adopté un Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER) visant notamment à mobiliser le levier de la commande publique afin de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes éloignées de l'emploi.

S'inscrivant dans cette démarche, le présent contrat prévoit une condition d'exécution sociale dite Clause d'Action Sociale d'Insertion (CASI).

En application de cette clause, l'entreprise titulaire du contrat devra obligatoirement réaliser une action permettant de contribuer à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi en parcours d'insertion professionnelle relevant d'une des catégories mentionnées dans le présent article.

Cet article s'applique exclusivement aux titulaires des lots n°2 et n°8.

16.1.Modalités de mise en œuvre

16.1.1. Pour le lot n°8

L'entreprise attributaire du contrat devra réaliser une action sociale d'insertion parmi les 4 modalités de mise en œuvre suivantes :

Modalité n°1 « Réalisation d'une découverte des métiers »

Il est demandé à l'entreprise attributaire du marché de proposer pour l'exécution du marché une action d'insertion « découverte métiers » qui favorise et permette la connaissance des métiers, l'accès et/ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'entreprise titulaire s'engage à organiser et à participer à une action en direction d'un groupe de 5 personnes minimum, dont l'éligibilité a été validée par DEFIS EMPLOI Pays de Brest. L'action pourra se décliner de plusieurs manières :

- Intervention de l'entreprise auprès d'un groupe dans une structure d'accompagnement (mission locale, France Travail, CCAS...) et/ou de formation (centres de formation du territoire)
- Accueil d'un groupe dans les locaux du titulaire ou sur le lieu d'intervention du marché en accord avec le maître d'ouvrage
- ...

Les justificatifs à produire en phase d'exécution du marché seront a minima les suivants : communication préalable, supports de présentation, feuilles d'émargement...

Modalité n°2 « Organisation d'une immersion en entreprise »

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, qui prendra la forme d'une période d'immersion en entreprise (stage, période de mise en situation en milieu professionnel - PMSMP).

Cette immersion aura pour objectif de confirmer un projet professionnel, initier une démarche de recrutement, se confronter à des situations réelles pour découvrir un métier, ou encore appréhender les savoir-être et savoir-faire du métier.

Cette action d'« immersion en entreprise » confiée par le donneur d'ordre au titulaire devra rester en lien avec l'objet du marché. Elle visera à accueillir un stagiaire, dont l'éligibilité a été validée par DEFIS EMPLOI Pays de Brest, pour une période de 70 heures minimum soit 2 semaines consécutives définie dans le cadre d'une convention de stage. La mise en place de l'action d'immersion se fera soit :

- Par l'accueil d'un public demandeur d'emploi dans le cadre d'une Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP) via une convention avec le Service Public de l'emploi ou via le site : <https://immersion-facile.beta.gouv.fr/>.

- Par l'accueil d'un public en validation d'une formation, en lien avec un centre de formation dans le cadre d'une convention de stage.

Le titulaire doit désigner en interne un tuteur accompagnateur dédié au suivi et au bilan de la présente obligation.

Les justificatifs à produire en phase d'exécution du marché seront les suivants : convention de stage et bilan du stage.

Modalité n°3 « Accueil d'un stagiaire pour favoriser la mixité dans les métiers »

Dans une démarche d'égalité femme-homme, Brest Métropole souhaite favoriser la proportion des femmes dans les métiers où elles sont sous représentées ou dans les métiers inhabituels pour les femmes. L'entreprise titulaire, selon le contexte, proposera des stages aux femmes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité a été validée par DEFIS EMPLOI.

La démarche sera identique pour les hommes sur des secteurs et des métiers où ils sont très minoritaires.

Le titulaire devra obligatoirement fournir les justificatifs de l'action mise en œuvre (ex : contrats de travail, conventions de stages...).

DEFIS EMPLOI Pays de Brest pourra si besoin accompagner le titulaire pour favoriser les contacts auprès des partenaires emploi-insertion-formation du territoire.

Modalité n°4 « Participation à une action partenariale en faveur de l'insertion des personnes éloignées de l'emploi »

Cette action consiste à s'associer et à participer, pendant la durée du marché, à minima à une action partenariale en lien avec l'emploi et organisée par un partenaire emploi de l'insertion professionnelle au bénéfice du public éloigné de l'emploi du territoire Pays de Brest.

Les objectifs de cette action sont :

- Informer de manière concrète sur les débouchés professionnels, les savoir-être et les savoir-faire des métiers relevant du secteur d'activité.
- Faciliter la rencontre, se faire connaître et partager les besoins en recrutement de l'entreprise (offres d'emploi, alternances, stages...).
- Contribuer à travers cette participation à la construction et/ou la validation d'un projet professionnel.
- Favoriser la mixité professionnelle dans les métiers liés au secteur d'activité.

Il peut s'agir par exemple : d'un forum pour l'emploi (Rue de l'emploi, Place de l'Emploi, Café des talents, ...), une intervention dans une SIAE, une table ronde dans un quartier politique de la ville...

L'entreprise attributaire devra informer le facilitateur de sa participation à l'évènement en amont de celui-ci. Il devra fournir les documents justifiant sa participation (ex : support de communication, feuilles d'émargement...).

En cas de sous-traitance, l'entreprise attributaire, devra informer ses sous-traitants de la mise en œuvre d'une clause d'action sociale d'insertion. Elle pourra décider de demander la possibilité au sous-traitant de réaliser cette action. Dans tous les cas, l'entreprise titulaire restera redevable de cette action.

16.1.2. Pour le lot n°2

L'entreprise attributaire du contrat devra réaliser une action sociale d'insertion parmi les 3 modalités de mise en œuvre suivantes :

Modalité n°1 « Réalisation d'une découverte des métiers »

Il est demandé à l'entreprise attributaire du marché de proposer pour l'exécution du marché une action d'insertion « découverte métiers » qui favorise et permette la connaissance des métiers, l'accès et/ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'entreprise titulaire s'engage à organiser et à participer à une action en direction d'un groupe de 5 personnes minimum, dont l'éligibilité a été validée par La MAISON DE L'EMPLOI PROVENCE MEDITERRANEE. L'action pourra se décliner de plusieurs manières :

- Intervention de l'entreprise auprès d'un groupe dans une structure d'accompagnement (mission locale, France Travail, CCAS...) et/ou de formation (centres de formation du territoire)
- Accueil d'un groupe dans les locaux du titulaire ou sur le lieu d'intervention du marché en accord avec le maître d'ouvrage
- ...

Les justificatifs à produire en phase d'exécution du marché seront a minima les suivants : communication préalable, supports de présentation, feuilles d'émargement...

Modalité n°2 « Organisation d'une immersion en entreprise »

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, qui prendra la forme d'une période d'immersion en entreprise (stage, période de mise en situation en milieu professionnel - PMSMP).

Cette immersion aura pour objectif de confirmer un projet professionnel, initier une démarche de recrutement, se confronter à des situations réelles pour découvrir un métier, ou encore appréhender les savoir-être et savoir-faire du métier.

Cette action d'« immersion en entreprise » confiée par le donneur d'ordre au titulaire devra rester en lien avec l'objet du marché. Elle visera à accueillir chaque année de marché un stagiaire, dont l'éligibilité a été validée par La MAISON DE L'EMPLOI PROVENCE MEDITERRANEE, pour une période de 70 heures minimum soit 2 semaines consécutives définie dans le cadre d'une convention de stage. La mise en place de l'action d'immersion se fera soit :

- Par l'accueil d'un public demandeur d'emploi dans le cadre d'une Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP) via une convention avec le Service Public de l'emploi ou via le site : <https://immersion-facile.beta.gouv.fr/>.
- Par l'accueil d'un public en validation d'une formation, en lien avec un centre de formation dans le cadre d'une convention de stage.

Le titulaire doit désigner en interne un tuteur accompagnateur dédié au suivi et au bilan de la présente obligation.

Les justificatifs à produire en phase d'exécution du marché seront les suivants : convention de stage et bilan du stage.

Modalité n°3° « Accueil d'un stagiaire pour favoriser la mixité dans les métiers »

Dans une démarche d'égalité femme-homme, la Métropole TPM souhaite favoriser la proportion des femmes dans les métiers où elles sont sous représentées ou dans les métiers inhabituels pour les femmes. L'entreprise titulaire, selon le contexte, proposera des stages aux femmes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité a été validée par La MAISON DE L'EMPLOI PROVENCE MEDITERRANEE.

La démarche sera identique pour les hommes sur des secteurs et des métiers où ils sont très minoritaires.

Le titulaire devra obligatoirement fournir les justificatifs de l'action mise en œuvre (ex : contrats de travail, conventions de stages...).

La MAISON DE L'EMPLOI PROVENCE MEDITERRANEE pourra si besoin accompagner le titulaire pour favoriser les contacts auprès des partenaires emploi-insertion-formation du territoire.

En cas de sous-traitance, l'entreprise attributaire, devra informer ses sous-traitants de la mise en œuvre d'une clause d'action sociale d'insertion. Elle pourra décider de demander la possibilité au sous-traitant de réaliser cette action. Dans tous les cas, l'entreprise titulaire restera redevable de cette action.

16.2.Publics éligibles

16.2.1. Pour le lot n°8

L'ensemble des actions relevant de la clause d'action d'insertion sociale ont pour finalité l'insertion sociale et professionnelle des personnes éloignées de l'emploi.

S'agissant des actions relevant des modalités 1 à 3, les critères d'éligibilité au dispositif sont les suivants :

- les personnes bénéficiaires du RSA et des autres minimas sociaux,
- les jeunes de moins de 26 ans sans qualification (niveau inférieur au BEP/CAP), prioritairement accompagnés par les Missions locales, ou en reconversion professionnelle,
- les demandeurs d'emplois remplissant la condition d'inscription à Pôle Emploi depuis plus de 12 mois,
- les bénéficiaires d'un Pass I.A.E. (Insertion par l'Activité Economique),
- les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre de l'action en lien avec DEFIS EMPLOI en charge de la mise en œuvre et du contrôle de l'action.

S'agissant de la modalité n°4 « Participation à une action partenariale en faveur de l'insertion des personnes éloignées de l'emploi », l'action partenariale devra impérativement viser exclusivement l'insertion des personnes relevant des critères d'éligibilité précités ou permettre d'y contribuer.

16.2.2. Pour le lot n°2

L'ensemble des actions relevant de la clause d'action d'insertion sociale ont pour finalité l'insertion sociale et professionnelle des personnes éloignées de l'emploi.

Les critères d'éligibilité au dispositif sont les suivants :

- les personnes bénéficiaires du RSA et des autres minimas sociaux,
- les jeunes de moins de 26 ans sans qualification (niveau inférieur au BEP/CAP), prioritairement accompagnés par les Missions locales, ou en reconversion professionnelle,
- les demandeurs d'emplois remplissant la condition d'inscription à Pôle Emploi depuis plus de 12 mois,
- les bénéficiaires d'un Pass I.A.E. (Insertion par l'Activité Economique),
- les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre de l'action en lien avec la MAISON DE L'EMPLOI PROVENCE MEDITERRANEE en charge de la mise en œuvre et du contrôle de l'action.

16.3. Modalités de mise en œuvre et dispositif d'accompagnement des entreprises

16.3.1. Pour le lot n°8

Afin d'accompagner et de faciliter la mise en œuvre des clauses d'action sociale d'insertion et des clauses d'insertion, un dispositif de guichet unique du territoire, est mis en place :

DEFIS EMPLOI PAYS DE BREST

1 rue Louis Pidoux - 29200 BREST

Tél : 02.98.42.08.24

Christelle AMBERLIN – Cheffe de projet clause d'insertion sociale : c.amberlin@defisemploi.bzh

Magalie LE CORRE – Chargée de mission clause d'insertion sociale : m.lecorre@defisemploi.bzh

Tancrède CHAUVIERE – Chargé de mission clause d'insertion sociale : t.chauviere@defisemploi.bzh

Hervé CORRE - Chargé de mission clause d'insertion sociale : h.corre@defisemploi.bzh

L'entreprise attributaire du contrat devra obligatoirement prendre contact avec DEFIS EMPLOI Pays de Brest dans un délai d'un mois maximum à compter de la notification du contrat de déterminer conjointement et dans une logique partenariale la modalité retenue parmi les 4 proposés, sa mise en œuvre et son échéancier prévisionnel, les éléments de bilan qui seront remis et désigner l'interlocuteur pour cette action.

DEFIS EMPLOI Pays de Brest se chargera le cas échéant de mobiliser le public auprès des partenaires emploi-insertion-formation du Territoire.

L'entreprise titulaire par son interlocuteur privilégié, sera en charge de la mise en place et du suivi de la présente obligation. Ce dernier devra notamment coordonner l'ensemble des actions liées à la présente clause d'action sociale d'insertion.

16.3.2. Pour le lot n°2

Afin d'accompagner et de faciliter la mise en œuvre des clauses d'action sociale d'insertion et des clauses d'insertion, un dispositif de guichet unique du territoire, est mis en place :

MAISON DE L'EMPLOI PROVENCE MEDITERRANEE

237 place de la Liberté – 83 000 TOULON

Tél :04.94.36.37.50

Isabelle MASSE-ISIDORE – Responsable de Pôle Facilitatrice experte : i.masse@mde-pm.fr

Magali FIORENTINO – Facilitatrice des clauses d'insertion : m.fiorentino@mde-pm.fr

L'entreprise attributaire du contrat devra obligatoirement prendre contact avec la Maison de l'Emploi PM dans un délai d'un mois maximum à compter de la notification du contrat de déterminer conjointement et dans une logique partenariale la modalité retenue parmi les 4 proposés, sa mise en œuvre et son échéancier prévisionnel, les éléments de bilan qui seront remis et désigner l'interlocuteur pour cette action.

La Maison de l'Emploi PM se chargera le cas échéant de mobiliser le public auprès des partenaires emploi-insertion-formation du Territoire.

L'entreprise titulaire par son interlocuteur privilégié, sera en charge de la mise en place et du suivi de la présente obligation. Ce dernier devra notamment coordonner l'ensemble des actions liées à la présente clause d'action sociale d'insertion.

16.4. Contrôle de la mise en œuvre de la clause d'action sociale d'insertion

16.4.1. Pour le lot n°8

DEFIS EMPLOI Pays de Brest s'assurera de la bonne mise en œuvre de l'action sociale d'insertion conjointement déterminée avec l'entreprise titulaire.

A la demande de DEFIS EMPLOI Pays de Brest, le titulaire fournira tous les renseignements permettant le contrôle régulier de l'exécution de la clause sociale. Il produira par exemple les justificatifs cités dans la liste des actions proposées et les éléments de bilan conjointement arrêtés.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements et documents entraînera l'application de pénalités à hauteur de 500 euros par action non réalisée.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage et DEFIS EMPLOI Pays de Brest, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, DEFIS EMPLOI Pays de Brest désigné ci-dessus, et dans ce cadre partenarial, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

16.4.2. Pour le lot n°2

La Maison de l'Emploi PM s'assurera de la bonne mise en œuvre de l'action sociale d'insertion conjointement déterminée avec l'entreprise titulaire.

A la demande de la Maison de l'Emploi PM, le titulaire fournira tous les renseignements permettant le contrôle régulier de l'exécution de la clause sociale. Il produira par exemple les justificatifs cités dans la liste des actions proposées et les éléments de bilan conjointement arrêtés.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements et documents entraînera l'application de pénalités à hauteur de 500 euros par action non réalisée.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage et la Maison de l'Emploi PM, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, la Maison de l'Emploi PM désignée ci-dessus, et dans ce cadre partenarial, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

17. CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage, tant par lui-même, que pour ses collaborateurs et sous-traitants, à garder strictement confidentielles toutes informations reçues ou acquises au cours de l'exécution de ses prestations, sauf autorisation écrite du représentant de l'Ifremer.

En cours de prestation, si une difficulté apparaît, la collaboration nécessaire des parties les engage à alerter par écrit l'autre partie le plus vite possible et à se concerter pour mettre en place la meilleure solution dans les meilleurs délais.

18. MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHE

18.1. Modification par avenant limitée à 10% du montant du marché initial

Le marché peut être modifié par avenant dans la limite de 10 % du montant du marché initial quel que soit la nature des modifications et à condition que le montant de la modification soit inférieur aux seuils européens. Le calcul des modifications tient alors compte de la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

18.2. Modification par avenant limitée à 50% du montant du marché initial

Le marché peut être modifié par avenant dans la limite de 50 % du montant du marché initial lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait prévoir.

18.3. Le marché complémentaire

En application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, des contrats négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement pour la réalisation de prestations similaires. Sont considérées comme prestations similaires toutes prestations qui se rapportent directement à l'objet du marché. La durée de ces contrats ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du contrat public initial.

18.4. L'avenant de transfert

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le titulaire initial est remplacé par un nouveau titulaire suite à une opération de restructuration du titulaire initial.

19. CLAUSE DE REEXAMEN – MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE

Les parties envisage de bonne foi la modification du présent contrat.

En toutes hypothèses, les éventuelles modifications ne doivent ni changer la nature globale du contrat, ni modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentés par le titulaire lors de la mise en concurrence.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir du refus du pouvoir adjudicateur de mettre en œuvre les clauses de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou contester les conditions d'exécution du présent contrat.

19.1. Modification du plafond de la clause butoir

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, les modifications suivantes sont autorisées :

- La suppression ou modification ponctuelle ou définitive du plafond fixé par la clause butoir

Le réexamen est déclenché par la survenance d'un événement imprévu au sens de l'article R. 2194-5 du Code de la commande publique. Le titulaire signale à l'acheteur, par tout moyen permettant de déterminer avec précision une date de réception, les difficultés financières justifiant la modification visée au premier alinéa. Le produira tous les justificatifs nécessaires à sa demande.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'Ifremer mais est initié par le seul titulaire.

Les modifications sont autorisées d'un commun accord entre les parties et conclu par avenant.

19.2. Clause de revoyure

A chaque date d'anniversaire du marché, au-delà d'une variation à la hausse ou à la baisse de 5% du parc de matériel à maintenir pour chaque lot, les parties conviendront de se rencontrer pour définir un nouveau périmètre.

En cas d'évolution du périmètre de maintenance sur l'un des sites compris dans les prestations du marché, le titulaire du lot et l'Ifremer se rencontreront pour établir les modalités d'entrée ou de sortie des prestations au marché.

Ces évolutions seront prises en compte par l'intermédiaire d'un avenant ou d'un ordre de service en fonction de la modification du périmètre du lot.

20. RISQUE SANITAIRE EN CAS DE PANDEMIE

En cas de pandémie, notamment celle de la COVID-19, si le titulaire est empêché d'exécuter les prestations du Marché ou les bons de commande, le cas de force majeure peut être invoqué par le titulaire. Il doit alors démontrer le caractère extérieur et irrésistible et imprévisible de l'évènement, et que celui-ci l'empêche de réaliser les prestations auxquelles il est tenu.

L'impossibilité d'exécuter le Marché ou les bons de commande pour les raisons évoquées ci-dessus exonère automatiquement le titulaire de l'application des pénalités contractuelles et sa responsabilité contractuelle ne peut se voir engagée pour ce motif pour la durée pendant laquelle le titulaire a été empêché de réaliser les prestations.

Le titulaire ainsi empêché d'exécuter le Marché ou les bons de commande doit proposer au Pouvoir Adjudicateur un plan de continuité des activités (PCA). Ce PCA doit être élaboré conjointement avec le Pouvoir Adjudicateur.

Ce plan de continuité doit détailler, notamment, les points suivants :

- Les principales actions (le contexte, les différentes phases d'alerte et la réponse que le prestataire apporte aux différentes phases d'alerte),
- Le dispositif et l'organisation mis en place,
- Un nouveau planning prévisionnel.

La mise en place de ce plan de continuité pourra impliquer la mise en œuvre d'un bon de commande de prestations ponctuelles complémentaires de « prestation spécifique pandémie ».

En cas d'urgence impérieuse, le Pouvoir Adjudicateur peut passer un marché de substitution pour palier la défaillance du titulaire. Le marché du titulaire est alors suspendu par ordre de service, le temps de faire procéder par un tiers aux prestations que le titulaire ne peut réaliser. Un état contradictoire des prestations déjà réalisées par le titulaire est signé entre les Parties au marché. Dans le cadre de la suspension du marché initial, le titulaire ne peut pas être sanctionné, ni se voir appliquer les pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée pour ce motif, après avoir démontré qu'il ne dispose pas des moyens suffisants ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Dans ce cas, l'exécution du marché de substitution ne sera pas effectuée à ses frais et risques. En contrepartie, le titulaire du marché initial suspendu ne pourra pas engager la responsabilité contractuelle du Pouvoir Adjudicateur pour la conclusion de ce marché de substitution. Le marché de substitution réalisé, un ordre de service de reprise des prestations est, le cas échéant, notifié par le Pouvoir Adjudicateur au titulaire du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur paiera pour les prestations qui ont déjà été effectuées avant l'évènement de Force Majeure. En cas de reprise des prestations suite à un cas de Force Majeure, le délai d'exécution du Marché sera automatiquement prolongé jusqu'à une nouvelle date à convenir entre les Parties ou jusqu'à l'achèvement des prestations, selon le cas.

21. RESILIATION

En complément à l'article 38 du CCAG/FCS, la résiliation pour faute du titulaire se fera aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le Pouvoir Adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

22. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En dehors du cas de la résiliation pour faute du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché et que le titulaire ne peut effectuer, quand la prestation, par nature ne peut souffrir aucun retard.

23. REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal administratif de Rennes

Hôtel Bizien

3 Contour de la Motte

CS 44416

35044 RENNES Cedex

tél. : 02 23 21 28 28

greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

24. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS

Le titulaire fournit à l'Ifremer à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- Justificatif d'inscription au registre professionnel ou équivalent ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation ;
- Attestation de vigilance en cours de validité ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité.

Dans le cas où cette justification n'aurait pas été produite avant la signature du marché, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil et au titre de la responsabilité décennale. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

La nouvelle attestation d'assurance en cours de validité doit être transmise à l'Ifremer dès que celle transmise initialement est arrivée à sa date d'échéance.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

25. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

- L'article 1.5 déroge à l'article 3.8.2 du CCAG/FCS
- L'article 2 déroge à l'article 4.2 du CCAG/FCS
- L'article 5.2 déroge aux articles 3.7.2 et 3.8.3 du CCAG/FCS
- L'article 7.2 complète l'article 10.1.3 du CCAG/FCS
- L'article 10 déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG/FCS
- Les articles 11.1 et 11.2 dérogent à l'article 29 du CCAG/FCS
- L'article 21 complète l'article 38 du CCAG/FCS